

Baisse salariale en vue pour les professeurs de cégep

7 septembre 2013 | Lisa-Marie Gervais | Éducation

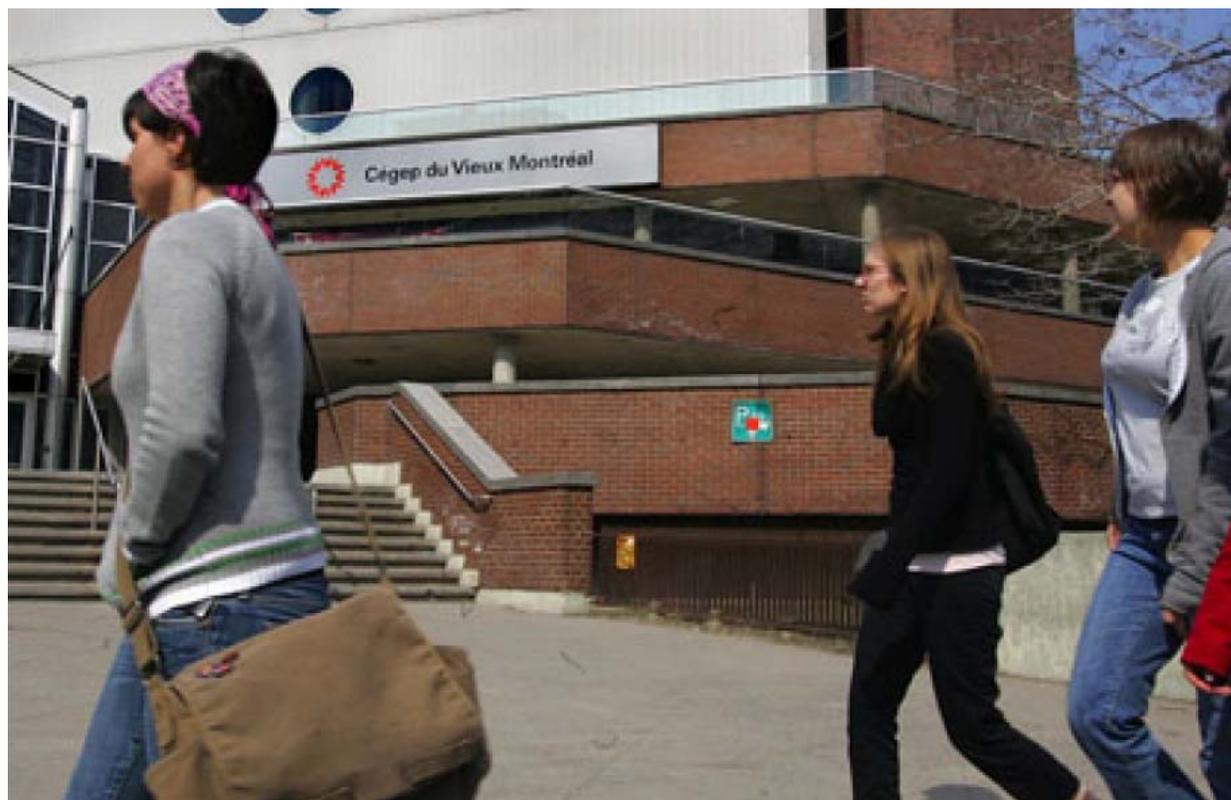


Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des 600 catégories d'emplois dans les secteurs public et parapublic, les enseignants au cégep ont été la seule catégorie à subir une dévaluation, a indiqué Micheline Thibodeau, responsable du regroupement cégep de la Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN)

Les profs de cégep perdent du galon. Le Conseil du trésor a réévalué leurs tâches et leur offre désormais un salaire moindre que les enseignants au préscolaire, au primaire et au secondaire. La Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN) a déjà voté pour des moyens de pression afin de faire reculer le gouvernement.

« Je peux vous dire que les enseignants sont en colère », a déclaré au Devoir, Micheline Thibodeau, responsable du regroupement cégep de la Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN), qui représente plus des trois quarts des profs de cégep.

En clair : cette réévaluation, qui les a déclassés d'un rang (de la 22e à la 21e place), baisse de 5 % leur salaire (ce qui correspondrait à trois à quatre semaines de salaire). Elle ne permet plus aux enseignants des collèges de faire reconnaître une maîtrise ou un doctorat. « On ne comprend pas l'attitude du gouvernement. Il a formé un ministère de l'Enseignement supérieur, il a reconnu le collégial, mais le Conseil du trésor vient maintenant nous dire qu'on est en deçà des profs de maternelle », a lancé Mme Thibodeau.

Travail en classe

C'est lors d'une rencontre en juin dernier que le Conseil du trésor aurait fait part de sa nouvelle façon de

concevoir la tâche des enseignants de cégeps. Dans son calcul, il n'a tenu compte que du travail fait en classe par l'enseignant, de sa préparation de cours avant et de sa correction après.

Mais son implication au sein du département et dans les comités programmes, où sont élaborés des plans-cadre et actualisés des cours, et où sont prises plusieurs décisions reliées à l'enseignement, ne serait plus considérée. « Ce sont pourtant des tâches importantes, qui font en sorte qu'on ne pourrait pas donner nos cours et enseigner », a insisté Mme Thibodeau.

Des 600 catégories d'emplois dans les secteurs public et parapublic, les enseignants au cégep ont été la seule catégorie à subir une dévaluation, a indiqué Mme Thibodeau. « Le gouvernement dit qu'il n'a pas d'argent, mais il n'a dévalorisé aucune autre catégorie d'emploi. Pourquoi s'en prend-il aux cégeps ? a-t-elle demandé. Ça peut être une position de négociation, mais c'est bizarre comme stratégie de mettre en colère tout un groupe pour ensuite négocier. »

Opération dérangement 21

Réunis en instance jeudi, les délégués syndicaux ont voté pour divers moyens de pression, à commencer par l'envoi de courriels au Conseil du trésor pour lui signifier l'importance des tâches que les profs de cégeps effectuent en périphérie de l'enseignement, comme des activités de recherche et la participation à des comités.

« C'est l'opération dérangement 21 », a expliqué Mme Thibodeau. Le syndicat n'écarte pas la possibilité d'éventuellement boycotter ces activités, mais l'idée n'est pas de faire du tort aux étudiants, a-t-elle précisé. Le plan d'action sera réajusté au fil des rencontres vers une escalade de moyens de pression si la situation ne change pas.

La FNEEQ souhaite agir vite pour régler le problème d'ici la fin de l'année et demande à rencontrer le Conseil du trésor. Celui-ci n'a pas répondu aux questions du Devoir.